A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°211 - 1,50 € - Janvier - Février 2010
Pour l'Emancipation Sociale !

Ça commence mal !

2010 a mal commencé, en effet, poursuivant la pente descendante amorcée fin 2009 avec l'échec du sommet de Copenhague. Un échec certes prévisible, tant les contradictions sont puissantes entre les différents Etats; tant surtout le projet de réformer écologiquement le capitalisme est en définitive une impasse. Mais, pendant ce temps, la crise écologique s'étend et s'approfondit.

La fin de l'année dernière nous a aussi gratifiés du résultat de la votation intervenue fin novembre en Suisse contre l'érection de minarets. Il ne pourrait que réjouir les mécréants que nous sommes s'il ne manifestait en fait une poussée xénophobe qui emprunte à l'esprit réactionnaire. Et c'est aussi ce même esprit qui a permis l'élection d'un sénateur républicain dans le Massachusetts, opposé à la réforme pourtant timide de l'assurance maladie laborieusement mise au point par l'administration Obama. L'opposition républicaine à cette réforme, aux accents hystériques par moments, est désormais en mesure de la bloquer sur le plan parlementaire. Cela doit nous rappeler que notre bonne vieille taupe n'est pas seule à creuser des galeries pour que s'effondre le vieux monde : ses cousines et rivales réacs prolifèrent et sont d'autant plus efficaces que le système les encourage et creuse souvent leurs galeries à leur place.

En voudrait-on un indice supplémentaire que le récent ralliement de la première secrétaire du Parti socialiste à l'idée qu'il va falloir augmenter l'âge minimal de départ à la retraite nous la fournirait. Elle délivre ainsi un blanc seing au gouvernement pour procéder à une nième contre-réforme néolibérale de ce pilier de la protection sociale publique, destinée à le fragiliser un peu plus, pour le plus grand bénéfice des compagnies d'assurance privées. Et cela alors qu'on apprend en même que la seule « retraite chapeau » de Proglio s'élèvera à 13 millions d'euros ! Chapeau bas, en effet : en voilà au moins un qui n'aura pas à s'inquiéter pour ces vieux jours.

Mais le cynisme affiché par les « maîtres du monde » a trouvé une bien plus belle occasion de se manifester avec le séisme qui vient de ravager Haïti. Alors qu'on ratisse les dizaines de milliers de cadavres pris sous les décombres à coup de bulldozers, tout ce que le monde capitaliste compte d'entreprises de travaux publics et de financiers de tout poils multiplient d'ores et déjà les projets et programmes de reconstruction. La larme à l'œil devant les journalistes mais se frottant les mains et jouant des coudes en coulisses, ils entendent bien tirer profit de ce nouveau « chantier du siècle », de manière à enfoncer un peu plus dans une dette perpétuelle un des peuples les plus pauvres de la planète. Une fois de plus, la misère des uns sera la condition de l'enrichissement des autres.

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°212 - 1,50 € - Mars 2010

Pour l'Emancipation Sociale !

==========

La démocratie est morte ! Vive la démocratie !

On daube souvent sur la démocratie athénienne en faisant remarquer que seul le dixième des habitants pouvait prendre part aux délibérations et désigner les gouvernants. Tandis que les esclaves, affranchis, métèques et autres citoyens de seconde zone en étaient exclus.

Il n'est pas certain que «nos» démocraties contemporaines soient de meilleure qualité. Certes, on n'en est plus au suffrage censitaire. Et le suffrage dit universel, longtemps réservé aux hommes, inclut désormais aussi les femmes. Mais les résidents étrangers en sont toujours exclus, en tout ou en partie. Et, surtout, sous l'influence de la classe dominante, d'autres phénomènes dévitalisent «nos» démocraties :

Candidats, élus et gouvernants sont issus d'une petite minorité de catégories sociales et l'absence de programme clair réduit leurs promesses à des formules souvent creuses et ineptes. La distance grandissante entre élus et électeurs, favorisée par la professionnalisation de la vie politique, rabaisse le débat à un spectacle médiatique où la forme (l'apparence physique et vestimentaire, la petite phrase) l'emporte sur le fond (le discours argumenté). L'infidélité répétée des élus à leurs engagements et leur manque cynique de tout sens civique les ont décrédibilisés. Et ce n'est pas leur totale absence de volonté de transformer le monde en affrontant les intérêts des maîtres de ce monde - dont ils ne sont que les marionnettes parfaitement interchangeables – qui peut inspirer le respect.

Tous ces traits dominants de «nos» démocraties conduisent parfois la moitié des inscrits à se tenir à l'écart de la consultation. Plus largement, des citoyens se tiennent à l'écart du débat politique parce qu'ils ne se reconnaissent plus dans les discours et propositions, qu'ils n'y retrouvent plus l'écho de leurs propres préoccupations et aspirations.

Tout cela n'est pas neuf. Et les élections régionales, dont la campagne se déroule dans une large indifférence, en donnent une nouvelle et malheureuse illustration, sans que la présence de listes d'extrême gauche y change quoi que ce soit.

Pour réagir, nous vous proposons de glisser dans l'urne non pas un bulletin de vote en faveur d'un candidat, fût-il sympathique, mais un bulletin portant mention d'une exigence en rapport avec les urgences de la situation actuelle. On en donne un exemple page 11. En voici d'autres: «*Arrêt de tous les licenciements !*», «*Réduction effective du temps de travail à 32 heures avec embauches correspondantes !*», «*Augmentation massive des impôts et des cotisations sociales sur les hauts revenus et le capital !*», «*Développement quantitatif et qualitatif des services publics et des équipements collectifs de logement, de santé, d'éducation, de la culture !*», etc.

Faisons ainsi jaillir des urnes de vigoureuses revendications, qu'il s'agira surtout de porter par nos luttes pour que s'épanouisse enfin une vraie démocratie.

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°213 - 1,50 € - Avril 2010
Pour l'Emancipation Sociale !

S'engouffrer dans la brèche ?

Au-delà de la grève civique, reflet du discrédit des politiciens acquis à la démocrature de la 5ème République et aux politiques néolibérales, le seul vrai mérite des Régionales est d'avoir mis en relief le rejet du tsarkozysme et provoqué un séisme au sein des godillots.

Qu'il semble loin, déjà, le temps du pseudo-charmeur bling bling, du joggeur en Ray ban qui, après son dîner au Fouquet's, sautillait sur les marches de l'Elysée. L'histrion versatile n'est plus le digne chef plein de tics qui se toquait de marcher à la tête d'une colonne d'affidés. Ses emphases de circonstance «*travailler plus pour gagner plus*», «*les paradis fiscaux, c'est fini*», «*je ne laisserai personne au bord du chemin*», tout comme la burlesque chronique de ses faits et gestes médiatisés laissent de marbre ou apparaissent comme les fariboles d'un petit cuistre.

Et pourtant, il s'est démené pour siphonner une nouvelle fois les voix du FN, agitant le Besson nauséabond pour rameuter islamophobes et xénophobes ! Sa rance arrogance contre les sans papiers a provoqué non seulement la mobilisation de ces travailleurs mais aussi, c'est un comble, celle des patrons qui se liguent contre sa personne. Et pourtant, il avait menacé de sa férule la «*racaille*» et «*les petites crapules*». Les juges refusant la mise au pas, il avait dégraissé le corps des fonctionnaires, mis au panier le Grenelle de l'environnement ! Aujourd'hui, il en est réduit, après avoir ramené la photo-souvenir d'Obama, à aller tapoter le cul des vaches pour calmer ces fermiers irrités, de peur qu'ils ne déposent près de son palais, leur fumier …

Dessin paru dans "Bakchich-Hebdo" n° 17 - 27 mars 2010

La peur aurait-elle changé de camp ? Ce qui est sûr, c'est que ceux qui faisaient sa claque, murmurent, se recherchent déjà un nouveau champion moins impopulaire afin de garder leurs places menacées. Certains laissent même courir des rumeurs grand-guignolesque sur ses frasques pour mieux le décrédibiliser ! Le parvenu se fait roquet, convoque, mute, admoneste ceux qu'il avait promus, mobilise le contre espionnage et son ami Lagardère pour poursuivre les anonymes malotrus qui ont humilié sa chanteuse ! Ridicule !

Toute cette fébrile agitation au sommet de l'Etat semble, pour le moment, avoir requinqué l'Aubry et les Solfériniens. Ces aspirants gouvernants, certes sans projet déclaré, jouent au renouvellement marketing, à la diversité renforcée, imaginant même un bonus-malus pour non respect du quota de femmes sur listes cantonales, législatives … Dérisoire !

Les faux ennemis, les vrais comparses de la démocrature néolibérale misent tous sur l'apparente sinistrose qui gagnerait les couches populaires. Au-delà des résignations, des angoisses réelles, voire de la détresse et de la désespérance qui gagnent ses membres, le corps social est au bord de la crise de nerfs. S'engouffrera-t-il dans la brèche ouverte au sommet de l'Etat ? A l'occasion de la bataille des retraites en profitera-t-il pour mettre à la retraite définitivement Tsarko ? Il ouvrirait dès lors la voie d'autres possibles. C'est ce que nous souhaitons.

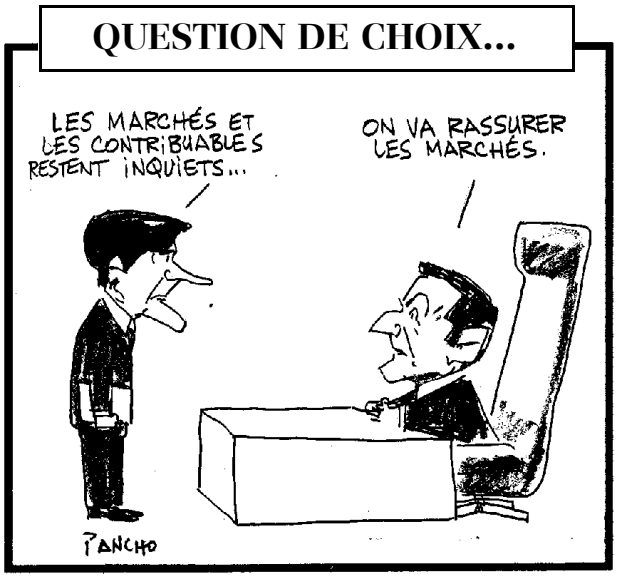
A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°214 - 1,50 € - Mai 2010
Pour l'Emancipation Sociale !

Effet domino au casino européen

Banquiers et spéculateurs largement renfloués par les Etats après la crise de *subprimes* étatsuniens ont misé sur les hauts rendements offerts par les Etats européens les plus endettés. BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et bien d'autres établissements bancaires européens se sont exposés aux risques, sans vouloir en prendre aucun ! « *Chacun savait que la débâcle viendrait mais chacun espérait qu'elle emporterait son voisin après avoir lui-même recueilli la pluie d'or »*[1]. Quand l'insolvabilité de la Grèce est apparue, quand l'effet domino s'est produit dans l'économie casino, ils se sont tous affolés d'autant que les plus rapaces d'entre eux avaient parié gros sur la «faillite» de la Grèce (!), l'intervention du FMI et même la vente de ses îles !

Pris au dépourvu ou myopes, la valetaille européenne caquetait pour rassurer les marchés alors même qu'elle en était l'otage. Les ballets de leurs balourdises et tergiversations, les prétentions de l'Allemagne de tirer les marrons du feu agaçaient, car, contrairement à ce que laissaient paraître leurs conciliabules, il ne s'agissait pas de sauver la Grèce mais les propriétaires de titres de dettes d'Etats surendettés et dont les titres étaient de ce fait menacés de dépréciation. Et la liste s'allongeait du Portugal, à l'Italie en passant par l'Espagne … Panique ! Le casino risquait de flamber et d'en contaminer d'autres. Wall Street et les autres places financières dévissaient, l'euro chutait.

Fallait mettre bon ordre à cette cacophonie. Le 7 mai, 47 banques européennes réclamaient que la Banque Centrale Européenne rachète leurs dettes pourries. Socialiser les risques, soigner l'endettement des Etats par un endettement encore plus colossal reposant sur les contribuables ! Le message fut entendu. La BCE, les dirigeants européens s'exécutèrent : 750 milliards d'euros. D'autant qu'Obama avait pris sur lui de tancer à plusieurs reprises Merkel, la réticente, soucieux qu'il était de voir l'euro remonter, faute de quoi les exportations américaines en seraient pénalisées …



Pour la galerie, l'euro est sauvé. En fait, les créanciers sont en joie, ils ont été payés pour s'enfuir sous d'autres cieux plus rémunérateurs et moins risqués. Quant aux peuples, ils peuvent souffrir. Plus certainement, une page est tournée : la zone euro est au bord de l'éclatement, la croyance dans les vertus du libéralisme s'effrite et l'on conseille même aux traders influençables de ne pas regarder les images à la télé, du peuple grec en résistance … Au-delà de la récession qui s'annonce un autre spectre hante l'Europe du capital : le réveil des classes ouvrières et populaires.

1) Le Capital de Karl Marx (page 264 -tome 1) Editions sociales

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°215 - 1,50 € - Juin - Juillet 2010

Pour l'Emancipation Sociale !

==========

Chaud, Chaud, Chaud…

Non, *ACC* n'a pas décidé de tenir une rubrique météorologique en guise d'édito. Pas plus qu'il ne sera ici question du temps qu'il fera au cours de l'été. Ce titre exprime en fait un vœu : celui d'une rentrée sociale chaude, ardente même, dont la température serait à la mesure de la gravité et de l'urgence des défis que l'offensive gouvernementale lance actuellement aux travailleurs.

Au premier rang de ces défis, la nouvelle contre-réforme de l'assurance vieillesse destinée à dégrader un peu plus encore les conditions dans lesquelles les travailleurs vont pouvoir prendre leur retraite, en allongeant la durée légale de la vie active, celles des cotisations requises pour une pension à taux plein et en diminuant, par voie de conséquence, le niveau moyen des pensions versées. Si la dernière « *journée d'action* » organisée par les confédérations syndicales a montré qu'il existait un réel potentiel de combativité sur cette question (faire descendre plus de deux millions de manifestants dans la rue fin juin, ce n'est pas si commun), il faudra évidemment bien plus qu'une simple réédition de telles journées à la rentrée pour faire reculer un gouvernement qui ne se cache même plus d'être le simple exécutant des basses œuvres de démantèlement des conquêtes sociales du salariat ordonnées par le capital financier en particulier et le capital plus généralement («*les marchés*» dans la novlangue néolibérale). A moins d'une grève générale reconductible, il est illusoire de croire que l'on parviendra à établir le rapport de forces nécessaire.

Et, pour s'avancer dans cette voie, il ne faudra pas jouer petit bras. Par delà cette contre-réforme, il faudra s'en prendre à toute la politique d'austérité budgétaire dans laquelle la bande à Sarko (tout comme ses homologues de l'Union Européenne) a décidé de s'engager pour éponger les dettes créées par les conséquences multiples de la crise financière de 2008. Car elle est synonyme de dégradation des services publics et des équipements collectifs mais aussi d'aggravation du chômage et de la précarité.

Avec trois mots d'ordre simples : «*Récusation de la dette publique !*», «*Augmentation massive des impôts sur le capital et les grandes fortunes !*», «*Augmentation des salaires et des prestations sociales !*». Des mots d'ordre qu'il est facile d'argumenter tant nous savons (les colonnes d'*ACC* s'en sont fait l'écho à plusieurs reprises) que le capital et ses détenteurs peuvent et doivent payer les effets de la crise. Ils le doivent parce qu'ils sont les seuls responsables de la présente situation. Et ils le peuvent tant la distorsion du partage des richesses en leur faveur est aujourd'hui devenue manifeste.

Mais, demeure entière la question de ce que feraient de cette mobilisation les directions syndicales dans la négociation avec le patronat et le gouvernement. Demeure entière également la question de l'émergence d'une force politique autonome et révolutionnaire.

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°216 - 1,50 € - Août 2010
Pour l'Emancipation Sociale !

Les bêtes en cours, pour toujours ?

Tout a commencé comme une banale affaire de cornecul : la fille de l'une des toutes premières fortunes de France ne supporte plus l'amant de sa mère. Il lui rafle une partie de son héritage ! Elle n'a plus sa tête, il faut la placer sous tutelle. Las, l'ami de Sarko, procureur de la République, procède à un non-lieu. Rien ne prouve que…

L'avocat, bien soudoyé par la future héritière, s'acharne. Bien lui en a pris. Car, entre-temps, le majordome et la comptable de Madame ont été renvoyés comme des malpropres par le gestionnaire de la très grande fortunée. Malgré leurs émoluments, ces grands serviteurs ont la rancune tenace. Et c'est ainsi qu'enregistrements sulfureux et déclarations iconoclastes ont été déversés dans la presse. Ce qui n'était au départ qu'une affaire de famille est devenue une affaire d'Etat.

La raison d'Etat commandait de tout nier et de crier au complot des médias : les généreux dons à Sarko et Cie, la multiplication de petits partis détournant la loi pour mieux encaisser les donations de douairières et autres nababs, les dîners fastueux du premier cercle où paradaient ces gens de Biens, et ce sombre argentier, ministre et trésorier de son parti qui collecte de la Suisse à New York en passant par les beaux quartiers du triangle Auteuil-Neuilly-Passy. Certes, il a désormais quelque difficulté à se prétendre aveugle aux fraudes fiscales et autres placements en paradis de ses amis nantis. Et à nier que le placement de son épouse a été assuré par son entregent pour gérer la fortune de la milliardaire !

Pour nous, il n'y a pas lieu d'être surpris par ces révélations, par le degré de consanguinité entre le parti dominant et la très grande bourgeoisie du premier cercle. Certes, ceux qui redoutent la crise du système politique et de ses prébendes jouent les effarouchés pour mieux occulter les vices cachés d' «honnêtes hommes» qui caquètent avec tant de grâce et font preuve de tant de roueries pour mieux tromper le bon peuple.

Entre le capital et les politiciens qui en défendent les intérêts, il n'y a pas de relations incestueuses mais la banalité d'un mélange opaque dont la pratique est aussi vieille que les jeux de la démocratie parlementaire. La bourgeoisie, empêtrée dans ses conflits d'intérêts, a besoin de tous ces serviteurs plein d'ambition pour défendre sa position dominante. Mais elle sait les tenir en tenant les cordons de leur bourse tout comme en manipulant les cours de la Bourse !

Il n'y a pas de gants à prendre avec tous ces tartuffes qui n'en prennent guère pour se livrer à toutes sortes de manipulations et goujateries pour finalement nous faire payer le prix de leur crise. Renvoyer toutes les bêtes en cours, voilà le programme !

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°217 - 1,50 € - Septembre 2010

Pour l'Emancipation Sociale !

==========

Etre ou ne pas être révolutionnaire, là est la question !

L'analyse de ce qui se passe chez ceux «d'en haut» n'est pas bien compliquée à faire : dans sa nouvelle crise, carabinée, le Capital est pris de soubresauts si violents et durables que les élites dirigeantes en sont fortement déstabilisées. En France, ces mercenaires du système sont de surcroît complètement déconsidérés par des «scandales» qui soulignent leurs responsabilités et leur rapacité. C'est pour tenter de se refaire une santé politique que Sarko a tenté alors une vieille recette en désignant des boucs émissaires. Ce faisant, il n'a pas seulement, de manière irresponsable, négligé les dangers du procédé; il n'a même pas su prévoir que ses «amis» politiques allaient en profiter - en interprétant un numéro de belles âmes indignées ! - pour mieux se positionner dans ces querelles de pouvoir qui vont toujours crescendo quand la chienlit grandit.

La conclusion à tirer «en bas» n'exige pas non plus de gros efforts intellectuels : le système capitaliste a fait son temps; de régression imposée en régression négociée, sa mécanique folle nous conduit inéluctablement au désastre. Nous devons l'arrêter. Question de survie. Or un coup d'arrêt n'est envisageable qu'en créant un rapport de forces suffisant à l'occasion d'un affrontement majeur avec ceux «d'en haut»; c'est-à-dire tout le contraire de ces journées (dites) d'action qui ne peuvent évidemment déboucher sur rien, sinon sur un renforcement du pouvoir des puissants qui apparaissent à chaque fois un peu plus indéboulonnables. Conclusion : Allons-y, donc ! Le 7 septembre, une belle occasion se présente, comme on n'en verra plus avant longtemps : engageons-nous et faisons tout pour que démarre enfin une grève reconductible.

Mais qu'est ce qui fait que ceux «d'en bas» ne parviennent pas à tirer aisément cette conclusion ? Qu'est-ce qui fait que beaucoup abandonnent autonomie et rationalité pour se laisser gruger par diverses embrouilles ? Des embrouilles syndicales où on veut nous faire croire qu'on peut améliorer les retraites sans d'abord obtenir le retrait du projet gouvernemental ; des embrouilles politiques où on veut nous faire gober que tout est de la faute des Roms ; des embrouilles syndicales et politiques où on veut nous faire admettre qu'il faudra absolument rembourser la dette publique. Des embrouilles où s'empêtre, hélas, l'esprit de révolte des opprimés qui laissent alors le champ libre à leurs adversaires de classe, quand ils n'appellent pas au secours le directeur du FMI. *«Quand le prolétariat n'est pas révolutionnaire, il n'est rien»*, disait Marx.

Avec la détermination d'un prolétariat en révolution, aucune de ces embrouilles ne pourrait faire long feu. La dette, par exemple, conduirait à s'interroger sur la nature de la créance et l'identité des créanciers. Une fois identifiés, on leur refuserait aussi sec le paiement des intérêts qu'on utiliserait alors pour financer de belles retraites et de somptueux services publics…. Mais ne nous emballons pas, on n'en est pas encore là !... Préparons le 7 septembre et surtout ses «suites révolutionnaires»...

25 Août 2010

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°218 - 1,50 € - Octobre 2010
Pour l'Emancipation Sociale !

Prendra ? Prendra pas ?

Toutes les cuisinier-ières vous le diront: la mayonnaise est un art difficile, aux résultats aléatoires, dépendant de facteurs aussi volatiles que les humeurs de la cuisinière… ou du cuisinier. Il n'est égalé dans la difficulté que par l'art de la voyance, qu'il s'exerce par l'intermédiaire de la boule de cristal ou du marc de café. Et quand il s'agit de prédire le devenir d'une mayonnaise, on confine à la mission impossible: Madame Irma a toutes les chances de se retrouver dans le pétrin !

C'est pourtant ce dont il est question ici. La mayonnaise dont on scrute le devenir incertain, c'est celle qui cherche à prendre dans le mouvement d'opposition à la loi de «réforme» du régime des retraites. Pour l'instant, après cinq «journées nationales d'action» dont quatre de grève interprofessionnelle, il n'a rien obtenu de significatif d'un gouvernement dont l'intransigeance est d'autant plus absolue que sa marge de manœuvre, déjà réduite à presque rien par ses commanditaires (le Medef, le FMI, les opérateurs financiers et les agences de notation) a été proprement annulée par le profond discrédit dans lequel les pratiques clientélistes et népotiques de certains de ses membres l'ont fait sombrer.

Pourtant, le mouvement a non seulement persisté, mais aussi monté en puissance. Ni le formidable appareil médiatique de propagande et de désinformation au service du gouvernement, ni la tactique adoptée par les confédérations syndicales, pourtant éprouvée en d'autres temps, consistant à l'épuiser à force de journées d'(in)action espacées, ne l'ont empêché de grossir et de se renforcer. Et différents signes semblent indiquer qu'il est en passe de franchir un nouveau seuil le 12 octobre: des appels à la grève reconductible ont été lancés dans différents secteurs, notamment dans celui stratégique des transports; des grèves ont déjà démarré dans les ports; dans une trentaine de villes de province, quelquefois de taille modeste, les lycées sont entrés dans la danse, manifestant la conscience que cette «réforme» touche toutes les générations, exprimant ainsi la profondeur du malaise social actuel et les potentialités d'extension des luttes.

Pour autant, ne nous faisons pas d'illusion. Le temps n'est plus où l'on pouvait, moyennant quelques journées d'action, espérer s'entendre entre gens «raisonnables» pour qu'il y ait un peu moins d' «injustice» sociale. Pour faire reculer le gouvernement, le mouvement ne pourra pas faire l'économie d'un affrontement majeur, en élargissant à la fois sa base par le recours à la grève générale et ses objectifs revendicatifs: au-delà de l'abolition de cette «réforme» des retraites, c'est l'évolution du partage de la richesse sociale imposée par trois décennies de politiques néolibérales qui est en question et sur laquelle il s'agit de revenir. Affrontement au cours duquel il se heurtera inévitablement aux appareils des principales organisations syndicales et politiques qui n'ont aucun intérêt à menacer ou à mordre la main qui les nourrit.

(9 octobre 2010)

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°219 - 1,50 € - Novembre 2010
Pour l'Emancipation Sociale !

Les collabos du Capital

Ainsi donc, comme en 2003, les «grandes» directions confédérales ont contribué à l'enlisement de l'exceptionnelle mobilisation populaire de ces dernières semaines. Non seulement elles n'auront rien fait pour élargir le mouvement et pour en approfondir le contenu revendicatif (sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, etc.). Mais elles ont tout fait, au contraire, notamment par de stériles journées de «*mobilisation*» et d'«*action*», pour l'immobiliser et le vouer à l'inaction. Pour garder quand même bonne réputation, elles se sont attribué le mérite de la démonstration de l'illégitimité du gouvernement et de sa «réforme» du régime des retraites. Comme si cette démonstration était encore à faire ! Comme s''il n'était pas évident depuis longtemps que nous sommes face à un gouvernement qui reconnaît pour seules sources de légitimité les conseils d'administration des entreprises, les injonctions du MEDEF, les salles d'ordre où se décide le cours du CAC 40, les avis des agences de notation et les rapports du FMI !

Pourtant le potentiel était immense. L'arrêt des raffineries de pétrole impliquait à terme rapproché la paralysie progressive de toute l'activité économique via celle des transports routiers, maillon indispensable des pratiques «flux tendus» des entreprises. Une dynamique de solidarité et de grèves autour de ce noyau et des AG interpros aurait pu donner au mouvement la force et surtout *l'autonomie* lui permettant de déborder les appareils syndicaux. Parions que face à une menace réelle de débordement, le *«stroumpf jaune»* de la CFDT et son acolyte de la CGT auraient opportunément découvert les moyens de défendre les opprimés ! Mais, hélas, la situation est restée sous le contrôle des apparatchiks qui inspirent encore confiance, semble-t-il. Pourquoi, par exemple, la grève a-t-elle subitement cessée dans les raffineries ?...

L'élan, impulsé d'en bas par des grèves et des blocages coordonnés dans de belles AG interpros (on n'en avait pas vu de semblables depuis des décennies !) n'ayant pas été suffisamment puissant, c'est le sacro-saint *«front syndical»* des deux compères d'en haut qui a repris le dessus. Le constat : *«Désolé, le mouvement n'est plus viable»* n'est pas loin. Et Chérèque a déjà bondi sur une «*ouverture*» du gouvernement. Comme les choses sont bien faites, à chaque fois, le pouvoir lui donne un alibi : en 2003, c'était la promesse d'ouvrir des négociations sur l'âge de départ en fonction de la pénibilité (sept ans après, on les attend toujours…). En 2010, c'est la promesse d'ouvrir en 2013 la mise en place d'un régime de retraite par points, c'est-à-dire l'asphyxie progressive du régime par répartition.

Ainsi, d'une trahison à l'autre, les traîtres ne prennent même plus la peine de masquer la nature de leur forfait : le plat de lentilles pour lequel ils nous ont vendus et qu'ils nous proposent comme pitance s'affiche cette fois-ci ouvertement infesté de mort aux rats. Viendra bien un jour où on le leur fera bouffer !

A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°220 - 1,50 € - Décembre 2010
Pour l'Emancipation Sociale !

Danser sur un volcan

Quel étrange pays que la France ! Il est capable de donner lieu à un mouvement social massif, à des centaines de manifestations de rue jusque dans les plus petites sous-préfectures, au blocage de toutes les raffineries de pétrole menaçant de paralyser l'économie, à la tenue d'assemblées interprofessionnelles élaborant des plates formes revendicatives radicales, le tout esquissant un début de grève générale. Et le dit mouvement ayant échoué face à la détermination du gouvernement et la mollesse complice des centrales syndicales, le voilà qui disparaît apparemment, aussi brusquement qu'il était apparu, pour laisser à nouveau toute sa place au spectacle de formations politiques qui se mettent déjà en ordre de bataille pour des élections qui n'auront pourtant lieu que dans plus d'un an.

La chose est compréhensible de la part de ces professionnels de la politique, qu'ils se revendiquent de la vraie droite ou de la fausse gauche, aux yeux desquels le mouvement social n'est qu'un usurpateur. Car ils sont intimement convaincus que la chose publique est leur monopole et que l'activité politique de tout un chacun doit se limiter à son rôle périodique d'électeur et, au mieux, de militant mobilisé le temps d'une campagne électorale. Mais pareille volte-face est plus étonnante et relève même d'un franc reniement de leurs principes affichés de la part de ceux qui, de LO au Front de Gauche en passant par le NPA, se posaient hier encore en fer de lance du mouvement social et poussaient à sa radicalisation. Car, qu'ils le veuillent ou non, en participant ainsi à la reconstitution et la réanimation de la scène politique après des semaines au cours desquelles elle avait été rejetée dans l'ombre et même désertée au profit des éclats du mouvement social, ils contribuent à renforcer l'oubli et le discrédit de ce dernier, consécutifs à sa défaite temporaire.

En fait, tous n'espèrent plus qu'une chose : la paix sociale étant revenue, que l'attention du peuple se concentre désormais sur le spectacle qu'ils s'apprêtent, une nouvelle fois, à interpréter. Déjà on les voit faire des tours de pistes sous le chapiteau du cirque électoral, chacun rodant son numéro. Mais tous oublient tout simplement que, pendant toute la durée de la représentation qui débute, la crise socio-économique du capitalisme va aller en s'aggravant, singulièrement en Europe, avec son cortège de spéculations sur les dettes publiques, de dissensions entre les gouvernements, de mesures d'austérité redoublée pour les salariés, de contraction de l'emploi, d'extension de la pauvreté et de la misère… et de nouvelles révoltes, plus amples et radicales que celles de la veille, et qui risquent bien de perturber leur spectacle et même abattre leur chapiteau. Entrez en scène, Mesdames et Messieurs ! Vous vous apprêtez tout simplement à danser au-dessus d'un volcan !